

## Grenoble-Sisteron: une autoroute, pas d'argent?

### DÉPLACEMENTS.

Comme deux jours auparavant à Gap, les nombreux intervenants venus prendre la parole lors de la réunion organisée hier soir à Alpes-Congrès par la commission particulière du débat public sur la liaison Grenoble-Sisteron (CPDP) n'étaient pas, loin de là, partisans d'une autoroute. Sont bien entendu intervenus les représentants du collectif d'associations (voir nos éditions d'hier), clairement favorables au développement du ferroviaire et aux aménagements de sécurité des routes nationales existantes. Et avec eux, la plupart voire la quasi-totalité de ceux qui ont pris la parole.

La présentation effectuée par le maître d'ouvrage des études, la direction régionale de l'Équipement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (DRE), a été fort critiquée. Dans cette présentation, son directeur Alain Budillon rappelait en effet que l'État a exprimé sa préférence pour la liaison... autoroutière, à péage, passant par l'est de Gap, coûtant 2,2 milliard d'euros financés aux deux tiers par les collectivités publiques, et dont les travaux dureraient de 2013 à 2020. D'où de nombreuses interrogations dans la salle, que l'on peut résumer au travers de l'intervention de Michel Gilbert, de Grenoble: vous nous annoncez en début de soirée un débat ouvert, où l'on a l'impression que tout sera pris

en compte, et vous terminez en nous disant que c'est le scénario par l'est de Gap qui a la préférence du gouvernement. Je ne vois pas bien ce que nous faisons ici. Côté commission, on assurait pourtant que tous les points de vue seraient pris en compte.

Le seul partisan de l'autoroute à avoir pris la parole dans le public vient du monde de l'entreprise. Jean-Pierre Gillet, qui occupe de hautes fonctions chez Schneider Electric, tentait d'expliquer que le dynamisme économique d'une région, c'est aussi le dynamisme de l'emploi, et que ce dynamisme est lié à l'existence d'un flux, pour lequel la liaison autoroutière est un besoin.

Globalement, les critiques ont été acerbes sur la forme comme sur le fond. On reprochait pêle-mêle à la commission ou à la DRE: le manque d'information sur la tenue de la réunion ou informations trop tardives, le saucissonnage d'un dossier qui oublie de prendre en compte la globalité de ce que certains voient comme un délestage de l'A7 comprenant également l'A48, les conséquences de cette liaison sur la traversée de Grenoble, la surestimation du coût du ferroviaire, la sous-estimation du dossier routier...

Mais le mot de la fin revient sans doute aux élus régionaux. Bernard Soulage (PS), premier vice-président de la Région Rhône-Alpes, mettait en

effet le doigt où le bât blesse: le portemonnaie. Sur les sommes prévues par les collectivités, l'État a déjà dit que c'était au maximum 50% pour lui, le reste pour les collectivités locales. Et de telles sommes représentent 2 ans de budget de la Région Rhône-Alpes ! Les régions ne sont pas en situation d'apporter l'argent. Ce que confirmait son collègue Christophe Castaner (PS), de PACA. Tout le monde semble s'accorder sur le fait qu'il faut résoudre un problème de liaison vers le sud à partir de Grenoble, l'État propose une autoroute, et personne ne pourrait la payer... De quoi mettre un peu de sel sur les plaies d'un débat qui pourrait fort bien être douloureux...

Pour participer au débat ou vous informer, vous pouvez consulter les dossiers et contacter la commission particulière de débat public pour la liaison Grenoble-Sisteron, maison de l'entreprise, 11 allée des Genêts, parc d'activités de Sisteron Val de Durance, 04200 Sisteron. Tél.: 04.92.33.18.25, ou sur Internet: [www.debatpublic-cpdpgrenoblesisteron.org](http://www.debatpublic-cpdpgrenoblesisteron.org), ou par courriel [contact@debatpublic-cpdpgrenoblesisteron.org](mailto:contact@debatpublic-cpdpgrenoblesisteron.org). 00:00

4378F86A5950EC0130F91E69D60-D35311706A51540A2520DB71959A  
**FRITZ JEAN PAUL**